



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

dette publique

Question au Gouvernement n° 3776

Texte de la question

TRIPLE A FRANÇAIS

M. le président. La parole est à M. Guillaume Garot, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Guillaume Garot. Monsieur le Premier ministre, depuis des mois, vous ne cessez de nous expliquer que le triple A décerné par les agences de notation est synonyme de " bonne gestion ", qu'il permet de nous assurer des taux d'intérêt raisonnables et de protéger la croissance économique ; il y a quelques semaines, c'était même devenu le " trésor national " des Français. Or, voilà quelques jours, vous avez déclaré que, s'il advenait, l'abaissement de la note de la France ne serait qu'une péripétie, une simple " difficulté de plus ", selon les mots de M. Sarkozy, alors que nous savons que ce serait une très mauvaise nouvelle pour notre pays. Monsieur le Premier ministre, qui peut être convaincu par ce virage à 180 degrés ?

Au nom du triple A, vous avez imposé deux plans de rigueur.

Au nom du triple A, vous avez exposé durement les classes populaires, sans jamais demander les mêmes efforts aux plus fortunés.

M. Jean-Marc Roubaud. C'est faux !

M. Guillaume Garot. Au nom du triple A, les Français vont payer plus cher la TVA sur leurs boissons, leurs livres ou leurs transports publics, et ils seront davantage taxés sur leurs mutuelles santé alors que les plus riches continueront de payer moins d'impôts sur la fortune.

Aujourd'hui, les Français nous disent leur amertume, car ils ont le sentiment d'avoir été bernés. Bien sûr, la crise frappe rudement (" Ah ! " sur les bancs des groupes UMP et NC) et oblige chacun, ici, plus que jamais, à un devoir de responsabilité. (" Très bien ! " sur les mêmes bancs.) Celle du Gouvernement est de dire la vérité aux Français et d'assumer son bilan. Or, ce bilan, c'est un million de chômeurs de plus et 600 milliards d'euros de dettes supplémentaires en cinq ans.

Monsieur le Premier ministre, vous menez la France tout droit à la récession, après avoir mené une politique terriblement injuste.

M. le président. La parole est à M. François Baroin, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. François Baroin, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie*. Monsieur le député, je vous remercie de votre question. Elle me permet de rappeler la déclaration de l'agence Fitch, qui, la semaine dernière, a confirmé le triple A français...

M. Jean-Pierre Brard. Son directeur est un copain et un coquin !

M. François Baroin, *ministre*. ...et intégré dans ses perspectives de réflexion la globalité de la zone euro. Ce faisant, elle a mis en lumière les fondamentaux de notre économie, qui bénéficie de sa diversification, d'une main-d'oeuvre qualifiée, d'un système bancaire solide, d'un taux d'épargne protecteur et de la stratégie suivie par le Gouvernement depuis plusieurs années...

Un député du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Les Français parlent aux Français !

M. François Baroin, *ministre*. ...pour sanctuariser l'équilibre de nos finances publiques et poursuivre la trajectoire de réduction des déficits.

Ce sont des faits, et ils sont rappelés, non pas par le Gouvernement, mais dans les attendus de l'agence de notation Fitch. Si certains n'en avaient pas pris connaissance, je profite de votre question pour le leur apprendre.

M. Patrick Lemasle. C'est l'agence d'un copain du Gouvernement !

M. François Baroin, *ministre*. Par ailleurs, ce n'est pas au nom du triple A, monsieur le député, que nous avons réformé les retraites, mais au nom d'une certaine idée du respect, d'une part, du pacte entre les générations issu de la sécurité sociale d'après-guerre et, d'autre part, des générations qui nous ont précédés et qui ont permis, par leur travail, une augmentation de la richesse et une amélioration du confort des Français. C'est au nom de ces deux idées simples que nous avons réformé les retraites.

Ce n'est pas au nom du triple A que nous avons engagé une politique de réduction des déficits, mais au nom de la souveraineté nationale. Par esprit de responsabilité, nous avons choisi de préserver l'avenir des générations qui suivent...

M. Patrick Lemasle. Vous changez de discours !

M. Bernard Roman. C'est le contraire de ce que vous disiez !

M. François Baroin, *ministre*. ...et de ne pas leur faire supporter le confort quotidien de nos contemporains.

Ce n'est pas au nom du triple A que nous menons une politique de désendettement. Celle-ci n'est pas une politique de rigueur, comme vous le dites injustement, mais une politique d'équilibre et de juste économie, au service de l'intérêt général.

Ce n'est pas au nom du triple A que nous souhaitons poursuivre cette politique, mais au nom d'une certaine idée du modèle social que nous avons en partage et que nous souhaitons préserver. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [M. Guillaume Garot](#)

Circonscription : Mayenne (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3776

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Économie, finances et industrie

Ministère attributaire : Économie, finances et industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 21 décembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 21 décembre 2011